



Le plus grand défi de l'Ordre des ingénieurs du Québec est la relève

Un secteur qui carbure au maximum

Plus de 10 000 ingénieurs dans la grande région de la capitale fédérale sont membres en règle de leur association provinciale, soit 8500 inscrits au chapitre d'Ottawa de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario (OIO), le plus important chapitre de la province, et 2100 auprès de la section régionale de l'Outaouais de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ).



Le président de la section outaouaise de l'Ordre des ingénieurs du Québec, Sébastien Laroche. MARTIN ROY, LeDroit

Certains peuvent être inscrits tant au Québec qu'en Ontario, alors que d'autres, qui ne transigent pas directement avec le public, n'ont aucune obligation de s'inscrire quelque part. Mais où travaillent-ils donc tous?

«L'industrie de la haute technologie et le gouvernement fédéral sont les employeurs les plus importants», indique Frazer Smith, président du chapitre d'Ottawa, mais précise qu'un grand nombre font partie de petits cabinets d'ingé-

nieurs-conseil qui ne comptent souvent pas plus d'une dizaine d'employés.

Génie-conseil

Dans l'Outaouais, le paysage est un peu différent, même si, confirme le président de la section outaouaise de l'OIQ, Sébastien Laroche «un bon nombre de nos membres est dans la fonction publique». À Gatineau, quatre cabinets de génie-conseil dominent le marché. Il s'agit, dans chaque cas, de filiales de grandes fir-

mes québécoises qui ont également des bureaux ailleurs au Canada et dans le monde. Ce sont le groupe Dessau (80 employés à Gatineau, dont une quarantaine d'ingénieurs), Genivar (80 employés dont 20 ingénieurs), CIMA + (130 employés, 42 ingénieurs) ainsi que Pageau Morel, le spécialiste en génie mécanique et électrique, avec 25 ingénieurs. Ces firmes se retrouvent régulièrement côte à côte sur les mêmes projets, sous forme de consortium, lorsqu'il s'agit d'œuvres majeures comme

par exemple le prolongement de l'autoroute 50, le corridor du Rapibus ou les gigantesques édifices en chantier du 30 rue Victoria, du 455 des Carrières ou du 22 Eddy. Une partie importante de leurs activités se déroule du côté du génie urbain, soit le développement résidentiel ou les ouvrages d'aqueduc et d'égout ainsi que la construction de routes, souvent en collégialité avec leurs collègues au ministère des Transports et à la Ville de Gatineau, qui embauche directement 34 ingénieurs.

Au fédéral

L'administration centrale du gouvernement fédéral, qui comprend les divers ministères sous la juridiction directe du Conseil du Trésor, indique qu'elle embauche environ 1940 ingénieurs. Mais ce chiffre n'inclut pas les centaines d'autres répartis dans les diverses agences qui sont dans le giron de la Défense nationale, par exemple, de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ressources naturelles ou encore Industrie Canada. Certaines font travailler un nombre très important d'ingénieurs. Le Centre de la sécurité des télécommunications, par exemple, en embauche jusqu'à 700, sur un total de près de 2000 employés qui travaillent à cette agence de cryptologie et de renseignement électromagnétique, plusieurs comme concepteurs ou perceurs de code, souvent impliqués dans la lutte contre le terrorisme.

Au Centre de recherche sur les communications d'Industrie Canada, notamment, tous les cadres supérieurs sont des ingénieurs, à commencer par le président, Jean-Luc Bérubé, tout comme 244 des 380 employés. Le Conseil national de recherches du Canada compte également un nombre important d'ingénieurs au sein de son personnel de plus de 4000 employés.

Pénurie

Et tout ce monde, tant au gouvernement que dans les cabinets privés, est présentement en mode embauche. «Le plus grand défi de l'Ordre des ingénieurs du Québec, indique Sébastien Laroche, est la relève; les ressources sont rares et on s'arrache les ingénieurs d'expérience». Même si, dit-il, le traitement d'un ingénieur de quatre ou cinq ans d'expérience atteint près de 80 000 \$ par année. Le doyen de la faculté de Génie de l'Université d'Ottawa, Claude Laguë n'est en effet pas inquiet du placement de ses futures cohortes de diplômés, en particulier les ingénieurs civils. «Avec tout ce qui est à été récemment investi dans les infrastructures, l'emploi (pour les ingénieurs) s'est maintenu à un niveau élevé, explique-t-il. De plus, nous avons au Canada un gros déficit d'infrastructures qui datent de 50 ou 60 ans, des ouvrages qui n'ont pas toujours été maintenus en bon état».

«Oui, quand la construction va, c'est excellent pour les bureaux d'ingénieurs», renchérit Sébastien Laroche.